



Gouvernement, salariés,
Un bras de fer, un choix de société

Communistes
de France



Au nom de l'équité ce gouvernement voudrait remettre en cause des droits acquis par les salariés souvent depuis des décennies.

C'est quoi l'équité quand, 7,1 millions de personnes vivent en France en dessous du seuil de pauvreté, que les salariés sont de plus en plus pauvres, ponctionnés sur leur santé (franchise médicale) sur leur pouvoir d'achat avec, de plus, la flambée des prix pour des besoins essentiels tels que le pétrole, le logement et la nourriture ?

C'est quoi l'équité quand les riches, de plus en plus riches, paient de moins en moins d'impôts et expliquent aux plus pauvres qu'il faut encore serrer la ceinture d'un cran ?

S'agissant des retraites, l'équité des régimes n'est qu'un rideau de fumée pour cacher l'objectif essentiel qui est de faire baisser toutes les retraites des salariés. Que signifie cotiser plus longtemps quand la question essentielle que se posent les travailleurs est celle de savoir quand et jusqu'à quand ils auront un travail ? Travailler plus, travailler plus longtemps sont des slogans populistes qui buttent sur la réalité de la vie.

La revanche des nantis et des collabos.

En fait comme le disait Denis KESSLER le n° 2 des patrons : « il faut revenir sur tous les acquis du Conseil National de la résistance ». Acquis que le patronat Français avait été contraint d'accepter, lui dont une grande partie des siens avait choisi de collaborer avec l'ennemi. Effacer l'histoire, mais aussi faire retourner les salariés 60 ans en arrière en terme de protection sociale, de retraite et de droit du travail.

Les travailleurs ne gagneraient rien à la défaite des cheminots ou autres professions en lutte, pire ils y perdraient beaucoup.

C'est ce qu'explique tranquillement un journaliste du Figaro qui prédit, une voie grande ouverte pour la remise en cause de la protection sociale, du code du travail et l'allongement des années de cotisations à 42 ans pour tous si le gouvernement gagne.

Il s'agit donc d'être solidaire, mais pas seulement. Il appartient à chaque travailleur de mesurer tout cela et de choisir son camp.

Agir dans chaque entreprise, dans chaque quartier pour l'emploi, le logement, l'augmentation immédiate des salaires, le SMIC à 1500 euros, l'amélioration des conditions de travail et le respect de la dignité de tous les travailleurs, c'est ne pas se laisser écraser par cette lutte des classes que mènent pouvoir et grand patronat.

Face à ceux qui choisissent délibérément le pouvoir de l'argent, par nos luttes faisons avancer un autre choix de société. L'heure est au rassemblement de celles et ceux qui veulent pour notre pays un développement solidaire et réaffirment que le capitalisme n'est ni porteur d'avenir ni invincible.

Communistes de France est un rassemblement national de communistes, membres ou non du PCF et d'associations locales, et qui veulent ensemble faire avancer un projet révolutionnaire pour notre pays.